

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 10 du 04 au 07.04.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

[On ne veut pas d'un règlement pacifique, on veut la guerre pour protéger les civils !"](#)

Brèves...

Au jour le jour

1 Politique de l'Otan

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Pourquoi L'OTAN veut-elle un cessez-le-feu à Misrata ?

2-2 La bataille d'Ajdabiya :

2-3 Des bombes à l'uranium "appauvri" pleuvent sur la population libyenne (vidéos) :

2-4 L'URANIUM APPAUVRI OU LA GUERRE ATOMIQUE CAMOUFLÉE :

3 Les brèves

3-1 Medvedev et Chavez prônent le règlement pacifique du conflit.

4 Dossier

4-1 Alex Lantier : Des reportages indiquent que les services secrets français ont encouragé les protestations anti-Kadhafi.

4-2 Pierre Beylau : Pluie d'obus humanitaires sur la Côte d'Ivoire et la Libye.

4-3 Stefan Ulrich : [Chassez la Françafrique, elle revient au galop.](#)

4-4 Barry Grey : Les États-Unis a rejeté l'offre de cessez-le-feu.

4-5 Alex Lantier : Des reportages indiquent que les services secrets français ont encouragé les protestations anti-Kadhafi.5

Tiré à part :

[On ne veut pas d'un règlement pacifique, on veut la guerre pour protéger les civils !"](#)

"On ne veut pas d'un règlement pacifique, on veut la guerre pour protéger les civils !" Mais c'est Chavez qui est fou...

"Le toit des véhicules rebelles arborait des marques jaunes, sur les conseils de l'OTAN, pour permettre l'identification des forces de l'opposition..."

Et tout le monde trouve cela normal.

Ces infos mettent bien en évidence l'hypocrisie extrême de la situation. La résolution des Nations-Unies c'est prétendument "pour protéger les civils", pas du tout a priori pour soutenir des rebelles armés (pas si mal armés que ça, ils ont - ou ils avaient du moins des chars) contre un gouvernement pas plus illégitime qu'eux en tout cas. La résolution n'exige pas du tout de permettre l'avancée des troupes rebelles en leur ouvrant la voie en pillonnant

les forces gouvernementales. La prise des villes où la population est majoritairement pro-Kadhafi se solderait probablement par un massacre sur lequel on ne voudra pas trop s'appesantir. Comme en Côte d'Ivoire. La nature de cette "intervention" ne diffère pas beaucoup de l'agression contre l'Irak ("contre Saddam" disait Bush, comme aujourd'hui c'est "contre Kadhafi").

La différence fondamentale, c'est le bel emballage humanitaire. Cela est suffisant pour faire fondre complètement l'immense mobilisation contre la guerre de 2003. Mettez en avant "intervention contre les atrocités", "protection des civils" et les guerres coloniales des siècles passées seront à nouveau parfaitement au goût du jour

(par ? perdu)

Brèves...

-Une info ou intox de plus: le 05/04/11: "Gbagbo s'est rendu et demande la protection de l'ONU"
le 06/04/11: "Gbagbo, jusqu'au-boutiste retranché dans son bunker" (Le mot "bunker" rappelle qq chose).

jmb

Au jour le jour

Les rebelles libyens accusent l'OTAN d'avoir frappé leurs troupes.

Les rebelles libyens ont affirmé jeudi avoir été victimes de frappes aériennes de l'OTAN, qui a, selon eux, bombardé leurs forces près de la ligne de front, dans la région de Brega (nord-est). Au moins deux insurgés ont été tués et 16 autres blessés, selon une source médicale.

L'attaque, survenue jeudi à 30 km du port pétrolier stratégique de Brega, serait la deuxième frappe accidentelle de l'OTAN contre les rebelles en moins d'une semaine. Le commandant rebelle Ayman Abdul-Karim a précisé que les avions de l'OTAN ont frappé des chars et un convoi comprenant un bus qui transportait des combattants. Selon un médecin de l'hôpital d'Ajdabiya, au moins deux rebelles ont été tués et 16 autres blessés dans l'attaque, dont certains souffrent de graves brûlures. Des rebelles ont de leur côté fait état de plusieurs dizaines de tués ou blessés.

Le toit des véhicules rebelles arborait des marques jaunes, sur les conseils de l'OTAN, pour permettre l'identification des forces de l'opposition, a précisé le commandant Abdul-Karim. Mais les insurgés utilisent des véhicules de l'armée libyenne, et, vu du ciel, leurs convois peuvent ainsi potentiellement ressembler à ceux des forces kadhafistes.

A Bruxelles, un responsable de l'OTAN a déclaré sous le couvert de l'anonymat que les affirmations des rebelles seraient examinées. Samedi, une frappe de l'OTAN avait déjà tué 13 rebelles dans l'est du pays. Un porte-parole de l'opposition libyenne avait évoqué un "accident malheureux".

L'action de l'OTAN suscite une frustration croissante chez les insurgés. Leurs commandants se sont plaints ces derniers jours que les frappes aériennes n'intervenaient pas assez rapidement et n'étaient pas assez précises pour leur donner un réel avantage sur les troupes de Kadhafi. L'OTAN explique que les pro-Kadhafi se mêlent aux civils pour contrarier les raids alliés.

Alors que les rebelles comptent sur les gisements pétroliers sous leur contrôle pour financer l'achat d'armes et d'autres marchandises, un pétrolier d'une capacité d'un million de barils a quitté mercredi le port de Tobrouk (est), aux mains de l'opposition, pour Singapour.

Reste que des attaques contre les principaux champs pétroliers contrôlés par les rebelles ont paralysé la production. La Libye affirme que des avions britanniques ont bombardé les installations, mais l'OTAN a démenti, attribuant ces attaques aux forces de Kadhafi.

AP, 7 avril

1 Politique de l'Otan

Intensification des frappes

"Mise en cause par les rebelles, l'Otan a défendu hier son action en Libye. Elle a affirmé que ses frappes aériennes contre les troupes

de Mouammar Kadhafi s'intensifiaient chaque jour, tout en rappelant la nécessité d'épargner les populations civiles.

Mardi, Abdel-Fattah Younes, chef d'état major militaire des rebelles, avait estimé que l'otan "ne faisait rien". Il avait notamment critiqué les lourdeurs bureaucratiques de l'Alliance à l'origine, selon lui, de retards dans ses frappes aériennes.(...)

La porte-parole de l'Otan, Carmen Romero a expliqué que "le tempo des opérations est en train de s'accélérer". Elle a ainsi expliqué que

137 missions aériennes avaient été menées lundi

186 mardi et que
198 étaient prévues hier".

L'Otan rejette les critiques des insurgés.

Les insurgés libyens ont tort de critiquer l'opération militaire de la coalition occidentale en Libye, a déclaré mercredi le commandant-adjoint de l'Otan dans l'opération libyenne, l'amiral Russell Harding, selon les médias. Les insurgés libyens ont mis en cause mardi l'efficacité des forces de l'Otan en Libye et menacé de porter plainte auprès du Conseil de sécurité de l'Onu contre l'insuffisance de l'aide militaire accordée par l'Alliance, qui provoquerait des pertes humaines.

"Je vous assure que nous veillons jour et nuit à ce qui se passe en Libye et adoptons des mesures pour protéger les populations civiles", a indiqué l'amiral britannique devant les journalistes, en affirmant que l'Alliance contrôlait la situation.

Les avions de l'Otan effectuent chaque jour des dizaines de vols, prenant pour cibles des sites militaires et des regroupements de blindés libyens, a-t-il rappelé, mais les troupes pro-Kadhafi restent opérationnelles envers et contre tout.

Le chef d'état-major des insurgés libyen Abdel Fattah Younes a indiqué auparavant que les forces de l'Otan agissaient très lentement, ce qui permettait aux troupes de Mouammar Kadhafi de prendre des villes.

Selon lui, les rebelles donnent à l'Otan toutes les coordonnées disponibles sur les mouvements des troupes loyalistes et les techniques qu'elles utilisent. Cependant, les décisions ne sont pas prises à temps.

6 avril - RIA Novosti

Sur le terrain

Anders Fogh Rasmussen, voudrait profiter de la situation en Libye

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, voudrait profiter de la situation en Libye pour étendre la zone de responsabilité otanienne au-delà du territoire européen, a déclaré vendredi à RIA Novosti Dmitri Rogozine, délégué permanent russe auprès de l'Alliance.

En visite à Budapest pour assister à une réunion des ministres de la Défense des 27 pays membres de l'UE, le secrétaire général de l'Alliance a convoqué d'urgence à Bruxelles une réunion des ambassadeurs des pays membres de l'Otan pour discuter de la situation en Libye.

"Le fait même de convoquer une telle réunion du Conseil de l'Otan témoigne du désir du secrétaire général d'élargir la zone géographique de responsabilité de l'Organisation au-delà des pays européens", a indiqué le diplomate.

Jusqu'à présent, la Libye n'était pas un partenaire de l'Alliance et "intéressait peu de personnes au sein de l'Etat-major de l'Otan", a poursuivi l'intéressé. "Néanmoins, les événements récents donnent un prétexte à l'Otan pour essayer de s'implanter dans cette région, sous couvert de vouloir pacifier la situation en Afrique du Nord", a affirmé le représentant permanent.

Interrogé sur une éventuelle convocation du Conseil Russie-Otan consacré à la situation en Libye, M.Rogozine a donné une réponse négative.

"Ce genre de réunion dans le cadre du Conseil Russie-Otan est impossible pour la simple raison que l'Alliance entreprend une démarche assez expérimentale en mettant l'Afrique du Nord sous son égide, ce qui est susceptible de provoquer des mécontentements au sein même de l'Alliance. Il ne s'agit donc pas non plus d'impliquer la Russie", a conclu M.Rogozine.

RIA Novosti

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Pourquoi L'OTAN veut-elle un cessez-le-feu à Misrata ?

À quoi sert un cessez-le-feu pour les Occidentaux ?

L'OTAN veut renouveler à Misrata la stratégie utilisée par la coalition à Ajdabiya. C'est-à-dire vider la ville de ses habitants afin de pouvoir ensuite aider les Benghaziistes en bombardant *partout* dans la ville et autour de la ville avec des obus à l'uranium "appauvri" dans le but de détruire les chars et les armes de l'armée Libyenne.

Et tant pis si la population civile ainsi "protégée" par l'OTAN attrape à son retour le cancer, et si ses enfants naissent désormais avec deux têtes, comme au Kosovo ou en Irak où, là aussi, les Occidentaux se sont débarrassés d'une partie de leurs déchets nucléaires en bombardant à profusion ces pays avec de l'uranium dit "appauvri".

Mais, pour pouvoir vider la ville de ses habitants, afin de la bombarder ensuite, il faudrait commencer par arrêter les combats pendant quelques jours pour que les habitants puissent s'en aller sans trop de risques apparents ; car, s'ils ont peur, ils refuseront de partir. C'est pourquoi l'OTAN propose un cessez-le-feu à Misrata.

Pour les Occidentaux, un cessez-le-feu, ça sert à préparer la guerre !

2-2 La bataille d'Ajdabiya :

<http://spip.mai68.org/spip.php?article2518>

2-3 Des bombes à l'uranium "appauvri" pleuvent sur la population libyenne (vidéos) :

<http://spip.mai68.org/spip.php?article2488>

2-4 L'URANIUM APPAUVRI OU LA GUERRE ATOMIQUE CAMOUFLÉE :

<http://spip.mai68.org/spip.php?article2490>

(Ce dernier article résume une ancienne émission de Canal + qui prouve qu'en réalité, les munitions à l'uranium "appauvri" sont fabriquées avec des déchets nucléaires.)

3 Les brèves

3-1 Medvedev et Chavez prônent le règlement pacifique du conflit.

Le conflit en Libye doit être réglé par les moyens pacifiques, ont estimé jeudi soir le président russe Dmitri Medvedev et son homologue vénézuélien Hugo Chavez lors d'un entretien téléphonique.

"Les interlocuteurs ont souligné que toutes les parties concernées devaient respecter les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Il faut garantir avant tout la sécurité des civils, mettre fin à l'effusion de sang et rechercher un règlement du conflit dans le cadre du dialogue politique", a rapporté jeudi le service de presse du Kremlin.

7 avril - RIA Novosti

4 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Alex Lantier : Des reportages indiquent que les services secrets français ont encouragé les protestations anti-Kadhafi.

Des reportages sont apparus dans les médias européens prétendant que les efforts déployés par les services secrets français pour déstabiliser ou renverser le gouvernement libyen du colonel Mouammar Kadhafi auraient joué un rôle dans les protestations du mois derniers à Benghazi et qui ont finalement mené à la guerre en Libye. Le Conseil national, un groupe rebelle libyen basé à Benghazi et dirigé par d'anciens responsables du régime, a réclamé des pouvoirs occidentaux un soutien militaire. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le gouvernement français du président Nicolas Sarkozy ont alors lancé une guerre contre la Libye le 19 mars.

Des allégations sur l'implication des services secrets français tournent autour d'un article du journaliste Franco Bechis publié le 23 mars dans le quotidien italien de droite *Libero*, et intitulé « 'Sarko' a manigancé la révolte libyenne. » Il met l'accent sur l'étrange affaire de Nouri Mesmari – ancien chef du protocole de Kadhafi qui s'était enfui à Paris en octobre – et affirme que Mesmari avait mis les fonctionnaires français en contact avec des officiers de l'armée et des activistes à Benghazi complotant contre Kadhafi.

Bechis s'appuie en grande partie sur des dépêches du portail français de l'intelligence économique *Maghreb Confidential*. Le 21 octobre de l'année dernière, *Maghreb Confidential* avait rapporté que le « chef du protocole de Mouammar Kadhafi, Nouri Mesmari, [était] présentement à Paris après une escale en Tunisie. Normalement, Mesmari ne quitte pas son patron d'une semelle et donc des bruits courent qu'il pourrait avoir rompu ses relations de longue date avec le dirigeant libyen. »

Un influent réformateur pro libre-échange de l'élite dirigeante libyenne, Mesmari a joué un rôle crucial au sein du régime Kadhafi. Il a coordonné les visites en Libye des chefs d'Etat étrangers et leur utilisation de la flotte d'avions privés de la Libye. Il a aussi supervisé les versements d'argent de l'Etat aux enfants de Kadhafi qui sont devenus d'importants dirigeants d'entreprises en Libye en s'octroyant des fonds de l'Etat.

Jeune Afrique, magazine d'informations français sur les affaires africaines, a observé que l'affaire Mesmari « alimente les rumeurs les plus contradictoires. Le 'Guide' [c'est-à-dire Kadhafi] aurait, dit-on, giflé et insulté Mesmari lors du sommet arabo-africain qui s'est tenu à Syrte les 9 et 10 octobre. Ce fut en tout cas la dernière apparition publique de l'intéressé avant que ne filtre, le 22 octobre, l'information selon laquelle il aurait fui pour la France. »

Le 18 novembre, *Maghreb Confidential* écrivait, « Les allées et venues de Nouri Mesmari ont suscité beaucoup de curiosité ces dernières semaines. Le chef du protocole de Mouammar Kadhafi qui semblait être le frère siamois du dirigeant libyen, s'était rendu en France fin octobre, en passant par la Tunisie. Officiellement, Mesmari, qui souffre d'une maladie chronique, était venu à Paris pour subir une intervention chirurgicale. Sa femme et sa fille lui avaient en effet rendu visite et résider un temps à l'Hôtel Concorde Lafayette de Paris. Il a été

perdu de vue depuis. Mesmari qui voudrait prendre sa retraite est l'un des plus proches confidents de Kadhafi et connaît parfaitement tous ses secrets. »

Le même jour, *Maghreb Confidential* faisait état de pourparlers entre des opérateurs français et américains du marché du blé – dont France Export Céréales, FranceAgrimer, des managers de Soufflet, de Louis Dreyfus, de Glencore, de Cani Céréales, Cargill et Conagra – et les moulins d'Etat libyen. Ceux-ci incluaient le Moulin à farine national & Cie à Benghazi et la Compagnie des Moulins à farine & à Fourrage à Tripoli.

La classe dirigeante française était déterminée à développer sa part de marché en Libye. Avant la visite du 14-17 décembre – des banques française Crédit Agricole et Société Générale, les firmes d'ingénierie Alstom et Thales, le groupe Lafarge [matériaux de construction] – *Maghreb Confidential* écrivait : « Les firmes françaises sont déterminées à grimper dans la hiérarchie des partenaires commerciaux de la Libye. L'Italie est actuellement le numéro un, avec la Chine arrivant en deuxième position et la France loin derrière au sixième rang. »

Mais, selon Bechis, ces visites ont fourni un prétexte aux responsables de l'armée française pour sonder l'opposition des militaires libyens.

Fait intéressant, la visite du négoce du blé avait été initialement prévue en octobre, mais les fonctionnaires français l'avaient reportée à novembre, en mentionnant les grèves d'octobre dans les terminaux pétrolier en France. Ceci a signifié que la visite a eu lieu après la signature finale du 2 novembre de l'alliance militaire entre la Grande-Bretagne et la France, les deux principales puissances qui bombardent la Libye.

L'alliance franco-britannique comprenait un accord pour effectuer un long exercice de bombardement du 21 au 25 mars, portant le nom de code « Southern Mistral » (Mistral du Sud), et ressemblant au bombardement à longue distance de la Libye qui a débuté le 19 mars. L'opération a été annulée en raison du déclenchement de la guerre. Selon le site Internet de l'armée de l'air française Southern Mistral, « La France et la Grande-Bretagne ont signé le 2 novembre 2010 des accords sans précédent sur la défense et la sécurité. L'opération franco-britannique Southern Mistral qui s'inscrit dans le cadre de ces accords devrait se dérouler du 21 au 25 mars 2011 sur plusieurs bases aériennes françaises. A cette occasion, les forces françaises et britanniques effectueront des missions aériennes de type COMAO (Composite Air Operation, [missions aériennes combinées]) et un raid aérien spécifique (Southern Storm, Tempête du Sud) en vue de délivrer une frappe conventionnelle à très longue distance. (Retraduit de l'anglais)

En commentant la visite de négoce du blé de novembre, Bechis écrit que « sur le papier, il s'agi[ssai]t d'une mission commerciale française pour essayer d'obtenir à Benghazi de juteux contrats. Mais, des militaires français se trouv[ai]ent aussi dans le groupe, déguisés en hommes d'affaires. A Benghazi, ils vont rencontrer, Abdallah Gehani, un colonel de l'aviation libyenne. Il est au-dessus de tout soupçon, mais l'ancien chef du protocole de Kadhafi a révélé qu'il était prêt à désertir et qu'il avait aussi de bons contacts dans les cercles dissidents tunisiens. L'opération est menée en grand secret, mais quelque chose filtre jusqu'aux hommes les plus proches de Kadhafi. Le colonel se doute de quelque chose. »

Le 28 novembre, Kadhafi a lancé un mandat d'arrêt international à l'encontre de Mesmari pour détournement de fonds et Mesmari a été arrêté le lendemain en France.

Lors de sa garde à vue, il aurait fourni des informations extensives sur la Libye au gouvernement français.

Maghreb Confidential avait écrit le 9 décembre, « Craignant pour sa vie, Mesmari a demandé l'asile politique. Officiellement, la Libye affirme qu'il a détourné de l'argent. Jadis, un proche de Mouammar Kadhafi, il a été décrit comme le « WikiLeak libyen » en raison de tout ce qu'il sait sur le régime. S'attendant à ce que d'autres fassent défection, Tripoli a confisqué les passeports de plusieurs fonctionnaires, dont le ministre des Affaires étrangères, Moussa Koussa, qui fait également l'objet d'une enquête pour fraude. »

Mais, le 15 décembre, la cour d'appel de Versailles relâche Mesmari, en jugeant que sa détention était « irrégulière. » Après sa libération, Mesmari est descendu dans une sélection d'hôtels de luxe à Paris, sous la protection du gouvernement français.

Au cours du mois suivant, une série de fonctionnaires libyens ont été envoyés à Paris pour faire revenir Mesmari en Libye. Bechis écrit, « Le 16 décembre, c'est Abdallah Mansour, le chef de la télévision libyenne qui essaie. Les autorités françaises l'arrêtent dans le hall d'entrée de l'hôtel [Concorde Lafayette]. Le 23 décembre, d'autres Libyens arrivent à Paris : Farj Charrani, Fathi Boukhris et All Ounes Mansouri. » Ceux-ci seraient des membres du mouvement anti-Kadhafi lancé le 17 février à Benghazi.

En janvier, la situation devenait plus tendue en Libye alors que les protestations de la classe ouvrière s'étendaient partout dans le pays voisin, en Tunisie, en forçant le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali à démissionner le 14 janvier.

Le fils de Kadhafi, Moatassim, a passé une semaine à Paris en tentant en vain de convaincre Mesmari de revenir en Libye : « Moatassim Kadhafi, a quitté Paris bredouille le 5 février. Le fils de Mouammar Kadhafi qui séjournait depuis fin janvier à l'hôtel de luxe Bristol, n'a pas réussi à persuader Nouri Mesmarai de rentrer au pays. L'ancien chef du protocole de Kadhafi, Mesmari se trouvait officiellement à Paris pour des raisons médicales mais fut brièvement interpellé par les autorités françaises après le lancement du mandat d'arrêt international à son encontre. Tout en affirmant que 'tout a à présent été résolu', Mesmari semble peu disposé à rentrer sans disposer de 'garanties' à toute épreuve. »

Comme le régime Kadhafi prenait des mesures de sécurité de plus en plus extensives, il a arrêté l'homme nommé par Bechis comme le principal contact de la France à Benghazi, le colonel Abdallah Gehani. Le 27 janvier, *Maghreb Confidential* a rapporté, « Le général Aoudh Saati, chef du service de renseignement dans l'Est de la Libye (Benghazi), une région historiquement rebelle, a reçu l'ordre d'écraser toute manifestation de solidarité avec la révolution tunisienne. Le gouvernement central reproche à certains officiers de perdre trop de temps sur les

réseaux sociaux de l'Internet qui ont tendance à propager des protestations. Plusieurs officiers ont été arrêtés, dont le colonel des forces aériennes Abdallah Gehani. »

Le 17 février, *Maghreb Confidential* a écrit, « Benghazi est depuis longtemps une épine dans le pied du colonel Kadhafi. La deuxième ville 'égyptienne' de la Libye est historiquement un foyer de la rébellion et elle est à la hauteur de sa réputation. Sur huit activistes arrêtés ces derniers jours, six appartiennent au mouvement du 17 février, nommé d'après la répression sanglante contre les manifestants anti-gouvernement à Benghazi du 17 février 2006. Ceux sont Farj Charrani, Fathi Boukhris, Ali Ounes Mansouri, Safiddin Hilal Sahrif, Jalal Kouafi et, bien sûr, [Jamal] Al Hajji »

Le commentaire de Bechis, « Mais c'était trop tard: Gehani avait déjà préparé une révolte avec les Français à Benghazi. »

Par Alex Lantier

31 mars 2011

(Article original paru le 28 mars 2011)

<http://www.wsws.org/francais/News/2011/mar2011/pari-m31.shtml>

4-2 Pierre Beylau : Pluie d'obus humanitaires sur la Côte d'Ivoire et la Libye.

Il n'est pas possible de faire la guerre à moitié. Et les prétextes humanitaires empêchent d'aller jusqu'au bout.

"C'est une erreur fatale d'entrer en guerre sans la volonté de la gagner."

L'aphorisme est du général Douglas MacArthur. Le vainqueur de la guerre du Pacifique affirmait que si l'on s'engage dans un conflit, il faut avoir des objectifs clairs et être prêt à aller jusqu'au bout pour les atteindre.

Les interventions en Libye et en Côte d'Ivoire, de nature très différente, ont un point commun. Dans les deux cas ont été invoquées des raisons humanitaires : la protection de populations menacées. C'est ce qui figure en toutes lettres dans les résolutions de l'ONU. Les vrais motifs sont, bien sûr, ailleurs : se débarrasser de Kadhafi à Tripoli et de Gbagbo à Abidjan. Et stabiliser durablement ces deux pays. *[bonne chance, c'est bien parti]*

Entre Paris et Abidjan, des liens historiques

Dans nos États occidentaux, et singulièrement en France, l'utilisation de la force armée est par essence suspecte. Il n'est plus possible, par exemple, de mettre en avant la défense d'intérêts stratégiques. Ce n'est pourtant pas honteux, c'est même pour cette mission que sont, notamment, mandatés nos gouvernants. La France et la Côte d'Ivoire ont des liens historiques et Paris, même s'il le voulait, ne peut pas se désintéresser de la tragédie qui s'y déroule. Son intervention est donc des plus légitime.

Mais si vous estimez devoir expédier des avions dans le ciel libyen ou dépêcher une compagnie de légionnaires à Cocody, il vous faut habiller la chose de manière à ce que cela soit compatible avec l'air du temps. Exit donc la défense de nos intérêts. Ne pensez même pas faire figurer cette notion dans un plan com. La promotion de la démocratie à la pointe des baïonnettes, l'obligation morale de mettre un terme à des dictatures barbares sont déjà plus vendables, bien qu'entachées du fâcheux précédent de George Bush en Irak. Reste donc une seule solution pour faire accepter, tant bien que mal, par les opinions publiques le déclenchement des orages d'acier : *la menace de génocide pesant sur les populations.*

La guerre humanitaire, un oxymore

Mais ce processus contient ses propres contradictions. Sur le plan sémantique comme politique, la guerre humanitaire est un redoutable oxymore à gérer. Si l'intervention n'est qu'humanitaire, comment expliquer que l'on aille bien au-delà de la stricte démarche de protection ? Comment argumenter quand des hélicoptères anéantissent quelques dizaines de véhicules à Abidjan, que des avions bombardent Tripoli ?

Jadis on prenait évidemment moins de gants : lors de l'opération Barracuda à Bangui (Centrafrique), en 1979, qui aboutit à l'éviction de l'empereur Bokassa, son remplaçant David Dacko, en exil en France, voyageait dans l'un des avions qui transportaient les parachutistes... Époque, bien sûr, révolue.

Reste qu'il serait peut-être plus clair d'expliquer en détail aux Français les véritables raisons d'intervenir en Libye ou en Côte d'Ivoire. Et de ne pas s'abriter éternellement derrière le paravent troué de l'humanitaire.

Pierre Beylau, rédacteur en chef du service Monde

Le Point.fr –

Publié le 07/04/2011

4-3 Stefan Ulrich : Chassez la Françafrique, elle revient au galop.

"La France n'a pas à jouer un rôle de gendarme en Afrique", déclarait en 2008 Nicolas Sarkozy.

Paris a trahi ses promesses en s'engageant militairement en Libye et en Côte d'Ivoire aux côtés de l'ONU, note la Süddeutsche Zeitung.

Voilà des images que la France voulait éviter à tout prix : des soldats français tirent sur des positions militaires et des dépôts de munitions en Côte d'Ivoire et aident les casques bleus à attaquer le palais présidentiel à Abidjan. Les partisans du chef de l'Etat sortant, Laurent Gbagbo, accusent les Français de barbarie et de néocolonialisme. Ceux d'Alassane Ouattara, le président élu, réclament au contraire que Paris s'implique fortement. La France se retrouve malgré elle entraînée dans la guerre civile et doit désormais mener une seconde intervention dans un pays africain, en plus de celle à laquelle elle participe en Libye.

Le président Sarkozy était pourtant entré en fonctions en promettant de réduire la présence militaire française en Afrique. Il voulait normaliser les relations entre la France et ses anciennes colonies, et débarrasser la politique

africaine de ses relents d'ingérence et de primauté des intérêts économiques. La *Françafrique** devait prendre fin. La France ne serait plus le "gendarme de l'Afrique", avait promis Sarkozy.

La Côte d'Ivoire fournit l'occasion de pratiquer cette nouvelle politique de réserve. Ce pays riche – comparé aux autres Etats africains – avait depuis longtemps la réputation d'être la "vitrine" de la France sur le continent. Sous la présidence du "père" de l'indépendance, Félix Houphouët-Boigny, les relations étaient restées excellentes. Les choses changèrent après l'élection de Laurent Gbagbo en l'an 2000. Le nouveau président chercha rapidement à unir dans la haine contre la France son pays ravagé par la guerre civile. Français et Ivoiriens s'affrontèrent en 2004. La foule fit la chasse aux ressortissants français à Abidjan. Plus de 8 000 d'entre eux durent quitter le pays. Tout ceci n'empêcha pourtant pas les deux parties de continuer à commercer. Les grandes entreprises françaises comme Bolloré et Bouygues, qui appartiennent à des amis de Sarkozy, sont toujours des acteurs économiques importants à Abidjan. De plus, certains socialistes français entretenaient des relations étroites avec Laurent Gbagbo, qui se déclare "socialiste non pratiquant."

Pour ne pas risquer de nouvelles turbulences entre les deux pays et maintenir la France à l'écart d'un conflit, le président Sarkozy afficha ostensiblement sa neutralité lors de la campagne électorale qui opposa Laurent Gbagbo à Alassane Ouattara en 2010. Après la victoire de ce dernier, qui fut reconnue par la communauté internationale, le gouvernement français demanda à Gbagbo de quitter le pouvoir. Il souligna cependant qu'il ne souhaitait pas intervenir militairement dans la guerre civile qui s'annonçait et qu'il n'interviendrait que si les ressortissants français étaient menacés. Dans le même temps, Paris pressa les casques bleus des Nations unies de protéger plus activement les civils en Côte d'Ivoire.

Ces derniers jours, la pression s'était considérablement accrue sur Sarkozy. Les deux camps ivoiriens s'étaient livrés à des massacres. Abidjan était devenue la proie de violents combats. On risquait d'assister à un bain de sang dans la population civile et de voir le chaos se répandre dans tout le pays. On demanda à Sarkozy pourquoi il intervenait en Libye et pas aussi en Côte d'Ivoire. Le génocide rwandais, lors duquel Paris avait de son propre aveu commis de graves erreurs d'appréciation, constituait une mise en garde. Les partisans de Gbagbo ne cessaient de vitupérer contre Paris. Deux Français furent enlevés par des soldats de Gbagbo à Abidjan. Les 12 000 Français résidant en Côte d'Ivoire commencèrent à craindre pour leur vie. Et n'oublions pas les intérêts économiques de la France dans ce pays riche en pétrole, en gaz naturel et minéraux divers.

Paris pouvait-il encore se garder d'intervenir militairement ? Non, selon Ally Coulibaly, le nouvel ambassadeur ivoirien en France, qui a déclaré que Paris ne devait pas se laisser paralyser par ses complexes coloniaux. "Nous demandons une forte implication de la France." Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a lui aussi demandé à Sarkozy d'aider les troupes de l'ONU à détruire les armes lourdes de Gbagbo et à protéger la population civile. C'est ce qui a fait pencher la balance : Sarkozy a envoyé ses soldats au feu, aux côtés des casques bleus.

Qu'est-ce que la France vient chercher en intervenant militairement dans son ancienne colonie, cinquante ans après l'indépendance [le 7 août 1960] ? Sarkozy peut répondre qu'il agit sur la base d'une résolution du Conseil de Sécurité et à la demande des Nations unies. La France maintient depuis longtemps une force, nommée Licorne, en Côte d'Ivoire. Celle-ci est passée récemment de 900 à 1 100 hommes. Les soldats contrôlent l'aéroport d'Abidjan et tentent de mettre en sûreté des milliers de Français et d'autres étrangers. Le 5 avril, des hélicoptères de combat français volaient à nouveau au-dessus d'Abidjan où la bataille finale faisait rage.

Le gendarme est de retour en Afrique.

Note :* En français dans le texte.

Stefan Ulrich

Süddeutsche Zeitung

06.04.2011

<http://www.courrierinternational.com/article/2011/04/06/chassez-la-francafrique-elle-revient-au-galop>

4-4 Barry Grey : Les États-Unis a rejeté l'offre de cessez-le-feu.

Opinion

La coalition menée par les États-Unis pour la guerre en Libye a rejeté l'offre de cessez-le-feu du gouvernement libyen lundi, et a réitéré ses exigences que le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et sa famille quittent le pays comme condition préalable à toute résolution de la crise. Alors que la guerre menée par les États-Unis et l'OTAN entre dans sa troisième semaine, la feuille de vigne d'une intervention "humanitaire" pour protéger les civils libyens a été encore plus clairement révélée au grand jour par les préparatifs des puissances impérialistes pour une guerre prolongée visant à renverser Kadhafi et installer un état vassal de type colonial.

Le Premier ministre britannique David Cameron a fait une visite surprise lundi sur une base aérienne italienne utilisée par les appareils de l'armée de l'air britannique (la RAF) contre les forces militaires pro-Kadhafi aussi bien que contre de prétendues cibles militaires à Tripoli et dans d'autres villes. Il a annoncé que la Grande-Bretagne envoyait quatre escadrons de Tornado (appareils d'attaque au sol), en plus des huit déjà déployés.

Cette augmentation est censée compenser en partie le retrait imminent des appareils américains de la guerre aérienne contre la Libye. L'OTAN a insisté pour que Washington retarde la fin de son implication directe dans les bombardements et les attaques de missiles de 48 heures, et le gouvernement d'Obama a accepté.

Washington va continuer à dominer la poursuite de la guerre et en dicter le résultat. Il ne fait pas que dominer l'OTAN et fournir un matériel militaire essentiel pour une guerre aérienne, il exerce une influence dominante sur

l'opposition à Kadhafi, laquelle est menée par les ex-officiels du régime de Kadhafi et d'ex-exilés liés à la CIA. De plus, les États-Unis ont des équipes d'opérations spéciales de la CIA au sol, en Libye.

Lundi également, le ministre des affaires étrangères britannique William Hague a déclaré au Parlement que le Royaume-Uni fournirait des équipements "non-mortels" aux forces que l'on dit "rebelles", comme des moyens de communication et de la logistique, mais ne leur donnerait pas d'armes. Les officiels américains ont dit que Washington envisage toujours la possibilité d'armer les forces du Conseil de transition Kadhafi, mais préfère faire un premier pas en accordant une aide "non-mortelle".

Hague a également dit qu'un total de 701 sorties simples et 276 sorties de bombardement avaient été effectuées par la coalition depuis jeudi dernier.

Pendant ce temps, le chef de la RAF, le maréchal de l'air Sir Stephen Dalton, a déclaré au *Guardian* que la RAF comptait poursuivre les opérations en Libye pendant au moins six mois.

La lutte au sol entre les forces du gouvernement et celles de l'opposition soutenue par les impérialistes restait incertaine autour de deux villes particulièrement importantes – Misrata à l'Ouest et le port pétrolier de Braga à l'Est. Sans une expansion majeure de l'intervention militaire occidentale, les "rebelles" ont peu d'espoirs de vaincre les forces pro-Kadhafi. Ces dernières sont pour leur part empêchées de balayer les forces insurgées, faiblement entraînées et désorganisées, par la massive puissance de feu de la France, de la Grande-Bretagne et des autres pays de l'OTAN.

Tout semble être prêt pour une guerre civile de longue durée, à moins, comme l'espèrent les puissances occidentales, que le régime de Kadhafi n'implose.

Le ministre actuel des affaires étrangères de Kadhafi, Abdelati Obeidi, a tenu des entretiens dimanche en Grèce et lundi en Turquie et à Malte pour obtenir le soutien de ces pays dans la négociation d'un cessez-le-feu et le commencement de discussions entre le régime et l'opposition. Obeidi a rencontré le Premier ministre grec George Papandréou, après quoi un officiel grec a dit, « L'envoyé libyen voulait faire savoir que son pays a l'intention de négocier. » L'officiel a ajouté, « nous ne pensons pas qu'il puisse y avoir une solution militaire à la crise. »

Le ministre des Affaires étrangères grec a dit qu'il s'engageait à rechercher une « solution politique et diplomatique » à la crise Libyenne.

Athènes et Istanbul, tout en soutenant la guerre entre les États-Unis et l'OTAN, cherchent tous deux à jouer un rôle de modérateurs en misant sur une forme ou une autre d'armistice et d'accord. Ils répètent la ligne officielle des Nations unies selon laquelle Kadhafi doit appliquer unilatéralement un cessez-le-feu et retirer ses forces des zones contestées, mais ils minimisent les demandes d'un changement de régime.

Le New York Times a rapporté lundi que deux des sept fils de Kadhafi, Saif al-Islam el-Gaddafi et Saadi el-Gaddafi avançaient la proposition que Kadhafi laisse les rênes du pouvoir à Saif qui présiderait alors à une transition vers un régime plus démocratique.

Cependant, les officiels anglais et italiens ont écarté toutes ces propositions ainsi que l'offre de cessez-le-feu d'Obeidi. Ils se sont solidarisés avec une déclaration de l'opposition basée à Benghazi, qui demande que Kadhafi et ses fils s'en aillent « avant que toute négociation diplomatique n'ait lieu. »

Après une rencontre à Rome avec Ali Essawi, membre du Conseil national de transition (CNT), le ministre des affaires étrangères italien Franco Frattini a annoncé que l'Italie reconnaissait le CNT comme le seul gouvernement légitime en Libye. L'Italie, ex-puissance coloniale de la Libye, est le troisième pays, après la France et le Qatar, à faire ce pas.

Frattini a déclaré lors d'une conférence de presse : « Une solution pour l'avenir de la Libye a une condition préalable – que le régime de Kadhafi s'en aille et que Kadhafi lui-même et sa famille quittent le pays. » Il a ajouté qu'un gouvernement d'intérim dirigé par l'un des fils de Kadhafi n'était "pas une option". »

Dans son rapport au Parlement, Hague a adopté la même ligne. Comme la rapporté le *Guardian* : « Hague a dit que seul un "cessez-le-feu authentique" avec un retrait des forces armées des zones contestées mettrait fin aux frappes aériennes de la coalition. » En d'autres termes, seule la reddition complète de Kadhafi suffirait à arrêter la guerre.

Hague a poursuivi en disant que Kadhafi « doit partir. »

Mercredi 6 avril 2011

(Article original paru le 5 avril 2011 : <http://www.wsws.org/articles/2011/apr2011/liby-a05.shtml>)

Copyright 1998 - 2011 - World Socialist Web Site- Tous droits réservés

Publié le 6 avril 2011 avec l'aimable autorisation du WSWS

[Dernières mises à jour](#)

Source : WSWS

<http://www.wsws.org/...>

4-5 Alex Lantier : Des reportages indiquent que les services secrets français ont encouragé les protestations anti-Kadhafi.

Des reportages sont apparus dans les médias européens prétendant que les efforts déployés par les services secrets français pour déstabiliser ou renverser le gouvernement libyen du colonel Mouammar Kadhafi auraient joué un rôle dans les protestations du mois derniers à Benghazi et qui ont finalement mené à la guerre en Libye.

Le Conseil national, un groupe rebelle libyen basé à Benghazi et dirigé par d'anciens responsables du régime, a réclamé des pouvoirs occidentaux un soutien militaire. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le gouvernement français du président Nicolas Sarkozy ont alors lancé une guerre contre la Libye le 19 mars.

Des allégations sur l'implication des services secrets français tournent autour d'un article du journaliste Franco Bechis publié le 23 mars dans le quotidien italien de droite *Libero*, et intitulé « 'Sarko' a manigancé la révolte libyenne. » Il met l'accent sur l'étrange affaire de Nouri Mesmari – ancien chef du protocole de Kadhafi qui s'était enfui à Paris en octobre – et affirme que Mesmari avait mis les fonctionnaires français en contact avec des officiers de l'armée et des activistes à Benghazi complotant contre Kadhafi.

Bechis s'appuie en grande partie sur des dépêches du portail français de l'intelligence économique *Maghreb Confidential*. Le 21 octobre de l'année dernière, *Maghreb Confidential* avait rapporté que le « chef du protocole de Mouammar Kadhafi, Nouri Mesmari, [était] présentement à Paris après une escale en Tunisie. Normalement, Mesmari ne quitte pas son patron d'une semelle et donc des bruits courent qu'il pourrait avoir rompu ses relations de longue date avec le dirigeant libyen. »

Un influent réformateur pro libre-échange de l'élite dirigeante libyenne, Mesmari a joué un rôle crucial au sein du régime Kadhafi. Il a coordonné les visites en Libye des chefs d'Etat étrangers et leur utilisation de la flotte d'avions privés de la Libye. Il a aussi supervisé les versements d'argent de l'Etat aux enfants de Kadhafi qui sont devenus d'importants dirigeants d'entreprises en Libye en s'octroyant des fonds de l'Etat.

Jeune Afrique, magazine d'informations français sur les affaires africaines, a observé que l'affaire Mesmari « alimente les rumeurs les plus contradictoires. Le 'Guide' [c'est-à-dire Kadhafi] aurait, dit-on, giflé et insulté Mesmari lors du sommet arabo-africain qui s'est tenu à Syrte les 9 et 10 octobre. Ce fut en tout cas la dernière apparition publique de l'intéressé avant que ne filtre, le 22 octobre, l'information selon laquelle il aurait fui pour la France. »

Le 18 novembre, *Maghreb Confidential* écrivait, « Les allées et venues de Nouri Mesmari ont suscité beaucoup de curiosité ces dernières semaines. Le chef du protocole de Mouammar Kadhafi qui semblait être le frère siamois du dirigeant libyen, s'était rendu en France fin octobre, en passant par la Tunisie. Officiellement, Mesmari, qui souffre d'une maladie chronique, était venu à Paris pour subir une intervention chirurgicale. Sa femme et sa fille lui avaient en effet rendu visite et résider un temps à l'Hôtel Concorde Lafayette de Paris. Il a été perdu de vue depuis. Mesmari qui voudrait prendre sa retraite est l'un des plus proches confidents de Kadhafi et connaît parfaitement tous ses secrets. »

Le même jour, *Maghreb Confidential* faisait état de pourparlers entre des opérateurs français et américains du marché du blé – dont France Export Céréales, FranceAgrimer, des managers de Soufflet, de Louis Dreyfus, de Glencore, de Cani Céréales, Cargill et Conagra – et les moulins d'Etat libyen. Ceux-ci incluaient le Moulin à farine national & Cie à Benghazi et la Compagnie des Moulins à farine & à Fourrage à Tripoli.

La classe dirigeante française était déterminée à développer sa part de marché en Libye. Avant la visite du 14-17 décembre – des banques française Crédit Agricole et Société Générale, les firmes d'ingénierie Alstom et Thales, le groupe Lafarge [matériaux de construction] – *Maghreb Confidential* écrivait : « Les firmes françaises sont déterminées à grimper dans la hiérarchie des partenaires commerciaux de la Libye. L'Italie est actuellement le numéro un, avec la Chine arrivant en deuxième position et la France loin derrière au sixième rang. »

Mais, selon Bechis, ces visites ont fourni un prétexte aux responsables de l'armée française pour sonder l'opposition des militaires libyens.

Fait intéressant, la visite du négoce du blé avait été initialement prévue en octobre, mais les fonctionnaires français l'avaient reportée à novembre, en mentionnant les grèves d'octobre dans les terminaux pétrolier en France. Ceci a signifié que la visite a eu lieu après la signature finale du 2 novembre de l'alliance militaire entre la Grande-Bretagne et la France, les deux principales puissances qui bombardent la Libye.

L'alliance franco-britannique comprenait un accord pour effectuer un long exercice de bombardement du 21 au 25 mars, portant le nom de code « Southern Mistral » (Mistral du Sud), et ressemblant au bombardement à longue distance de la Libye qui a débuté le 19 mars. L'opération a été annulée en raison du déclenchement de la guerre. Selon le site Internet de l'armée de l'air française Southern Mistral, « La France et la Grande-Bretagne ont signé le 2 novembre 2010 des accords sans précédent sur la défense et la sécurité. L'opération franco-britannique Southern Mistral qui s'inscrit dans le cadre de ces accords devrait se dérouler du 21 au 25 mars 2011 sur plusieurs bases aériennes françaises. A cette occasion, les forces françaises et britanniques effectueront des missions aériennes de type COMAO (Composite Air Operation, [missions aériennes combinées]) et un raid aérien spécifique (Southern Storm, Tempête du Sud) en vue de délivrer une frappe conventionnelle à très longue distance. (Retraduit de l'anglais)

En commentant la visite de négoce du blé de novembre, Bechis écrit que « sur le papier, il s'agi[ssai]t d'une mission commerciale française pour essayer d'obtenir à Benghazi de juteux contrats. Mais, des militaires français se trouv[ai]ent aussi dans le groupe, déguisés en hommes d'affaires. A Benghazi, ils vont rencontrer, Abdallah Gehani, un colonel de l'aviation libyenne. Il est au-dessus de tout soupçon, mais l'ancien chef du protocole de Kadhafi a révélé qu'il était prêt à désertir et qu'il avait aussi de bons contacts dans les cercles dissidents tunisiens. L'opération est menée en grand secret, mais quelque chose filtre jusqu'aux hommes les plus proches de Kadhafi. Le colonel se doute de quelque chose. »

Le 28 novembre, Kadhafi a lancé un mandat d'arrêt international à l'encontre de Mesmari pour détournement de fonds et Mesmari a été arrêté le lendemain en France.

Lors de sa garde à vue, il aurait fourni des informations extensives sur la Libye au gouvernement français.

Maghreb Confidential avait écrit le 9 décembre, « Craignant pour sa vie, Mesmari a demandé l'asile politique.

Officiellement, la Libye affirme qu'il a détourné de l'argent. Jadis, un proche de Mouammar Kadhafi, il a été décrit comme le « WikiLeaks libyen » en raison de tout ce qu'il sait sur le régime. S'attendant à ce que d'autres fassent défection, Tripoli a confisqué les passeports de plusieurs fonctionnaires, dont le ministre des Affaires étrangères, Moussa Koussa, qui fait également l'objet d'une enquête pour fraude. »

Mais, le 15 décembre, la cour d'appel de Versailles relâche Mesmari, en jugeant que sa détention était « irrégulière. » Après sa libération, Mesmari est descendu dans une sélection d'hôtels de luxe à Paris, sous la protection du gouvernement français.

Au cours du mois suivant, une série de fonctionnaires libyens ont été envoyés à Paris pour faire revenir Mesmari en Libye. Bechis écrit, « Le 16 décembre, c'est Abdallah Mansour, le chef de la télévision libyenne qui essaie. Les autorités françaises l'arrêtent dans le hall d'entrée de l'hôtel [Concorde Lafayette]. Le 23 décembre, d'autres Libyens arrivent à Paris : Farj Charrani, Fathi Boukhris et Ali Ounes Mansouri. » Ceux-ci seraient des membres du mouvement anti-Kadhafi lancé le 17 février à Benghazi.

En janvier, la situation devenait plus tendue en Libye alors que les protestations de la classe ouvrière s'étendaient partout dans le pays voisin, en Tunisie, en forçant le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali à démissionner le 14 janvier.

Le fils de Kadhafi, Moatassim, a passé une semaine à Paris en tentant en vain de convaincre Mesmari de revenir en Libye : « Moatassim Kadhafi, a quitté Paris bredouille le 5 février. Le fils de Mouammar Kadhafi qui séjournait depuis fin janvier à l'hôtel de luxe Bristol, n'a pas réussi à persuader Nouri Mesmarai de rentrer au pays. L'ancien chef du protocole de Kadhafi, Mesmari se trouvait officiellement à Paris pour des raisons médicales mais fut brièvement interpellé par les autorités françaises après le lancement du mandat d'arrêt international à son encontre. Tout en affirmant que 'tout a à présent été résolu', Mesmari semble peu disposé à rentrer sans disposer de 'garanties' à toute épreuve. »

Comme le régime Kadhafi prenait des mesures de sécurité de plus en plus extensives, il a arrêté l'homme nommé par Bechis comme le principal contact de la France à Benghazi, le colonel Abdallah Gehani. Le 27 janvier, *Maghreb Confidential* a rapporté, « Le général Aoudh Saati, chef du service de renseignement dans l'Est de la Libye (Benghazi), une région historiquement rebelle, a reçu l'ordre d'écraser toute manifestation de solidarité avec la révolution tunisienne. Le gouvernement central reproche à certains officiers de perdre trop de temps sur les réseaux sociaux de l'Internet qui ont tendance à propager des protestations. Plusieurs officiers ont été arrêtés, dont le colonel des forces aériennes Abdallah Gehani. »

Le 17 février, *Maghreb Confidential* a écrit, « Benghazi est depuis longtemps une épine dans le pied du colonel Kadhafi. La deuxième ville 'égyptienne' de la Libye est historiquement un foyer de la rébellion et elle est à la hauteur de sa réputation. Sur huit activistes arrêtés ces derniers jours, six appartiennent au mouvement du 17 février, nommé d'après la répression sanglante contre les manifestants anti-gouvernement à Benghazi du 17 février 2006. Ceux sont Farj Charrani, Fathi Boukhris, Ali Ounes Mansouri, Safiddin Hilal Sahrif, Jalal Kouafi et, bien sûr, [Jamal] Al Hajji »

Le commentaire de Bechis, « Mais c'était trop tard: Gehani avait déjà préparé une révolte avec les Français à Benghazi. »

Par Alex Lantier

31 mars 2011

(Article original paru le 28 mars 2011)

<http://www.wsws.org/francais/News/2011/mar2011/pari-m31.shtml>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19